



« Médicide » : la destruction systématique et délibérée par Israël de la santé des Palestiniens

Description

Le 1er octobre 2024, l'organisation Medical Aid for Palestinians a annoncé dans un communiqué qu'un « schéma clair d'attaques répétées, directes et apparemment illégales, ainsi que les effets du siège, amènent la MAP à conclure que le système de santé de Gaza est en train d'être systématiquement démantelé ». L'agence Média Palestine revient aujourd'hui sur le crime de médicide perpétré depuis un an par Israël à Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 12 novembre 2024



Médicide :

la destruction systématique et dél par Israël de la sant des Palestiniens

Depuis le 28 octobre 2024 et le raid brutal israélien qui a mené à l'arrestation de la quasi totalité des soignants qui s'y trouvaient, il n'y a à l'hôpital Kamal Adwan plus qu'un seul médecin et une seule infirmière. L'établissement est le dernier en fonctionnement dans le nord de Gaza. Dans une déclaration vidéo, le Dr Khalil Daqran exhortait les organisations internationales à envoyer du personnel médical à l'hôpital situé dans le nord de la bande de Gaza, déclarant que des patients s'y vidaient de leur sang faute de soins appropriés, alors que les camions d'aide humanitaire et de matériel médical sont empêchés de pénétrer la zone.

Cette situation catastrophique n'est qu'une nouvelle étape dans la destruction systématique menée par Israël depuis maintenant plus d'un an de tout le système de santé de Gaza. L'agence Média Palestine propose un bref tour d'horizon de ces attaques répétées, qui soulignent l'intention génocidaire d'Israël à radicaliser le peuple palestinien dans son ensemble : « Lorsque les hôpitaux sont attaqués, que leurs infrastructures sont détruites et que l'électricité est coupée, la vie des patients et du personnel médical est menacée, il s'agit purement et simplement d'une punition collective imposée aux Palestiniens de Gaza », explique Anna Halford, coordinatrice d'urgence de MSF à Gaza.

Le soin à Gaza détruit

Fin octobre, 20 des 36 hôpitaux de Gaza étaient hors service, tandis que 16 ne fonctionnaient que partiellement. Sur les 11 hôpitaux de campagne, la moitié n'est que partiellement fonctionnelle. Le nombre de lits d'hôpitaux dans la bande de Gaza a chuté de 75 % (d'environ 3 400 au début de la guerre à environ 1 200 fin septembre). Sur les 16 hôpitaux en activité, seuls quatre disposent d'un approvisionnement complet en eau et de services d'urgence, et deux seulement d'un approvisionnement régulier en électricité.

Dans les hôpitaux surchargés, les médecins sont contraints de faire des choix impossibles entre leurs patients en raison du manque de matériel et de personnel, comme le raconte le Dr Odeh : « Un bébé très, très malade devait être placé sous respirateur. Après le décès du bébé, que faire du respirateur ? Il n'y a aucun moyen de désinfecter le respirateur et de le débarrasser des bactéries multirésistantes. Nous n'avons pas non plus de tuyaux de rechange lorsque nous utilisons le respirateur pour un autre bébé. Il y a donc de très fortes chances de transmettre l'infection à d'autres bébés : soit le bébé meurt parce qu'il n'y a pas de respirateur, soit il meurt à cause de l'infection bactérienne. Les options sont tragiquement limitées. »

Selon les Nations unies, 1 047 membres du personnel médical palestinien ont été assassinés et 310 ont été arrêtés au cours de la guerre à une rapidité qui met encore plus à rude épreuve les équipes médicales locales. Les professionnels du soin palestiniens considèrent que leur travail de soignant les désignent comme des cibles, nombre d'entre elles et eux ont été arrêtés, maltraités et emmenés dans des centres de détention en Israël, avant d'être renvoyés à Gaza par l'armée. Beaucoup déclarent s'attendre à mourir.

De nombreux·ses membres du personnel médical n'ont pas reçu leur salaire depuis des mois. Un grand nombre d'entre elles et eux ont perdu des membres de leur famille, mais continuent à venir travailler. Beaucoup vivent dans des tentes près des hôpitaux, ou marchent chaque jour à parfois pendant des heures de la tente familiale à l'hôpital.

Les Gazaoui·es en danger

Avec le système de soin, c'est bien sûr la santé des Palestiniens qui est détruite. Outre les bombardements aériens et raids terrestres de l'armée israélienne, les conditions de vie précaires, les déplacements forcés et répressifs, la famine et les épidémies développées en raison de l'insalubrité des camps sont autant de risques mortels auxquels est confrontée quotidiennement la population gazaouie.

Dans une [lettre ouverte](#) à la maison blanche publiée en octobre 2024, 99 professionnels de la santé États-Uniens en mission à Gaza estiment à 62 413 le nombre de décès dus à la malnutrition et à la maladie, dont la plupart étaient des enfants. Les patients sous dialyse, les cancéruxes et les femmes enceintes n'ont nulle part où aller, et il est estimé à environ 5 000 le nombre de décès dus à des maladies chroniques qui n'ont pas pu être soignées correctement. De plus, les blessés sont souvent incapables d'atteindre les hôpitaux qui fonctionnent encore, car les services d'ambulance ont pratiquement disparu.

À quelques exceptions près, les soignants estiment que [toute la population de Gaza est malade et/ou blessée](#), et presque tous les enfants de moins de 5 ans souffrent de toux ou de diarrhée. En outre, les soignants décrivent [une détresse mentale quasi générique](#) chez les jeunes enfants, précisant que certains qui étaient suicidaires ou espéraient mourir. L'une des infirmières témoigne que de nombreux enfants ne résistent plus à la douleur.

Ces morts viennent alourdir dramatiquement [le bilan des victimes](#) palestiniennes du génocide israélien : « Avec les morts violentes connues, les quelque dix mille personnes ensevelies sous les décombres et certainement mortes, une estimation prudente de 62 413 décès dus à la malnutrition et à la maladie, et une estimation prudente de 5 000 décès chez les patients souffrant de maladies chroniques, nous estimons que le nombre actuel de morts est d'au moins 118 908. »

Crime contre l'humanité

La destruction du système de santé donne une image sombre du présent de [Gaza](#), sans parler de son avenir. Une guerre qui détruit les hôpitaux et ne permet pas la mise en place d'une alternative viable est une guerre contre une population civile, aujourd'hui en proie à la maladie et à la famine.

Dans sa requête à la Cour internationale de justice demandant l'application de la Convention sur le génocide à la guerre d'Israël contre Gaza, la [République d'Afrique du Sud](#) affirmait que les « attaques incessantes d'Israël contre le système de santé palestinien à Gaza infligent délibérément aux Palestiniens de Gaza des conditions de vie calculées pour entraîner leur destruction ».

Une [commission d'enquête indépendante des Nations unies](#) sur les dommages causés aux infrastructures sanitaires de la bande de Gaza, publiée en septembre, a conclu que les actions d'Israël s'inscrivent dans une politique d'occupation qui constitue un crime contre l'humanité, y compris sous la forme d'extermination et de torture. Les auteurs du rapport ont trouvé aucun fondement à la plupart des affirmations d'Israël concernant l'utilisation militaire des hôpitaux par le Hamas.

Ce document réfute donc les justifications israéliennes et déclare que les attaques ne respectent pas le principe de distinction et de protection : « Les attaques contre les établissements de santé sont un acte intrinsèque de l'assaut plus large des forces de sécurité israéliennes contre les Palestiniens de Gaza et l'infrastructure physique et démographique de Gaza, ainsi que des efforts visant à étendre l'occupation. Les actions israéliennes violent le droit international humanitaire et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et elles sont en contradiction flagrante avec l'avis consultatif de la Cour internationale de justice de juillet 2024. »

« La Commission constate qu'Israël a mis en œuvre une politique concertée visant à détruire le système de santé de Gaza. Les forces de sécurité israéliennes ont délibérément tué, blessé, arrêté, détenu, maltraité et torturé le personnel médical et pris pour cible des véhicules médicaux, ce qui constitue le crime de guerre d'homicide volontaire et de maltraitance et le crime contre l'humanité d'extermination. »

« La Commission estime que ces mesures ont été prises à titre de punition collective contre les Palestiniens de Gaza et qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'attaque israélienne contre le peuple palestinien qui a débuté le 7 octobre. »

Médecine

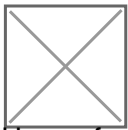
Vendredi 26 octobre 2023, la rapporteure spéciale des Nations unies sur la santé [Tlaleng Mofokeng](#) a utilisé dans [un appel d'urgence](#) pour Gaza à la communauté internationale le terme de « médecine », qui désigne la destruction totale ou partielle d'un système de soins dans le but de supprimer ou d'endommager les conditions nécessaires pour sauver et maintenir la vie des malades et des blessés.

La destruction massive par Israël des infrastructures médicales à Gaza n'est pourtant pas nouvelle et fait partie intégrante des stratégies de guerre qu'il déploie contre les Palestiniens. Au cours des cinq cycles d'éruption de violence entre 2008 et 2023, l'armée israélienne a porté des coups dévastateurs aux services de santé palestiniens déjà gravement affaiblis par diverses formes de [violence structurelle remontant à plusieurs décennies](#). Au total entre décembre 2008 et mai 2021, Israël a mené [180 frappes contre des hôpitaux](#), des cliniques médicales et des ambulances dans la bande de Gaza. Ces attaques ont eu lieu alors que des centaines, voire des milliers de blessés palestiniens cherchaient un traitement médical urgent dans les hôpitaux et les cliniques ou un refuge dans leurs bâtiments.

Au cours de l'attaque de 2008-9 contre Gaza, l'armée israélienne a endommagé ou détruit 58 hôpitaux et cliniques, ainsi que 29 ambulances, tout en tuant 16 travailleurs médicaux et en blessant 25 autres. Lors de la campagne militaire de 2012, les destructions ont été plus limitées, avec 16 hôpitaux et cliniques, ainsi que 6 ambulances, endommagés ou détruits, et

trois travailleurs médicaux blessés. Deux ans plus tard, cependant, 73 hôpitaux et cliniques et 45 ambulances ont été endommagés ou détruits, 23 travailleurs médicaux ont été tués et 76 autres blessés. Lors de la campagne militaire de 2014, l'armée israélienne a eu recours à des « frappes multiples consécutives » sur un même site, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de victimes civiles mais aussi des meurtres et des blessures parmi les intervenants des premiers secours. En mai 2021, des frappes aériennes israéliennes ont endommagé 33 centres de soins, dont le principal laboratoire COVID-19 de Gaza, et au moins deux médecins éminents ont été tués.

Chacune de ces formes d'attaques contre le système de santé a été reproduite dans l'année à Gaza, dans une ampleur et une intensité sans précédent.



Une enfant palestinienne blessée, assise sur le sol de l'hôpital Nasser à Khan Younis dans le sud de la bande de Gaza, le 8 décembre 2023. (Ibraheem Abu Mustafa_Reuters)

Chronologie de la destruction du système de santé à Gaza

L'Agence Média Palestine propose ci-dessous une [chronologie](#) des attaques sur les hôpitaux de Gaza. Celle-ci est non-exhaustive et ne concerne que des assauts directs sur les bâtiments hospitaliers, elle ne prend pas en compte les frappes indirectes, les tirs ciblant les personnels de premiers secours et d'autres attaques envers les soins des Palestiniens.

Octobre

Dans le 7 octobre 2023, Médecins Sans Frontières (MSF) rapporte que des tirs des forces israéliennes ont frappé l'hôpital indonésien de Beit Lahia et une ambulance devant l'hôpital Nasser de Khan Younis, tuant une infirmière et un chauffeur d'ambulance et blessant plusieurs autres personnes.

Le même jour, Israël coupe toute fourniture d'électricité à Gaza, et de nombreuses organisations alertent aussitôt sur l'impact dramatique que cette décision aura sur les hôpitaux et sur la survie des centaines de blessés qui y affluent suite aux bombardements massifs et aveugles des zones densément peuplées de l'enclave Palestinienne. Des médecins gazaouis alertent le 10 octobre 2023 que leurs générateurs ne disposent plus que de 3 jours de réserve d'énergie. Le blocage de l'arrivée de convois humanitaires conduit rapidement à des pénuries d'eau, de médicaments et de matériel médical qui n'ont fait que s'aggraver depuis lors. Le 16 octobre, le président de MSF alerte sur son compte X que les médecins de l'hôpital Al-Shifa opèrent désormais sans analgésiques.

Dans les semaines qui suivent, de nombreuses frappes israéliennes endommagent les bâtiments médicaux de Gaza, tuant et blessant leur personnel. Si ceux-ci ne sont a priori pas toujours la cible directe des attaques, [de nombreuses voix](#) s'élèvent pour rappeler que le droit international impose que les hôpitaux soient protégés et accusent Israël de ne pas prendre de mesures pour éviter de les impacter : le droit des conflits armés (DCA), l'article 12 du protocole additionnel I,

qui stipule que « les unités médicales doivent être respectées et protégées en tout temps et ne doivent pas être l'objet d'attaques ».

Le 25 octobre, le ministre de la santé de Gaza annonce que le système de santé est « [complètement hors service](#) » et qu'au moins 7 000 patients malades ou blessés risquent de mourir. Les [blackouts](#) ou coupures de communications, à partir de la mi-octobre, empêchent les survivants des bombardements d'appeler les secours et d'obtenir de l'aide à temps.

Novembre

L'hôpital AL-Shifa, situé en plein centre de la ville de Gaza, est [progressivement encerclé](#) par l'armée israélienne à partir de 11 novembre. Le ministre de la santé de Gaza annonce que les 15 000 Palestiniens qui s'y étaient réfugiés sont mis en danger par cette opération, de même que les 1 500 patients et 1 500 membres du personnel médical. MSF rapporte que des médecins et des patients ont été [ciblés](#) par des tirs de précision, et que des familles qui tentaient de quitter l'enclave de l'hôpital ont été tuées par l'armée israélienne.

Le 15 novembre commence le [premier assaut terrestre israélien](#) sur l'hôpital Al-Shifa, qui durera trois jours et est aussitôt qualifié d'« inacceptable » par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le 17 novembre, des membres du personnel médical affirment que 50 patients sont morts, dont des enfants, en raison du manque d'électricité et d'oxygène. Le 18 novembre, une partie des patients et des réfugiés est évacuée de force.

Le 20 novembre, un tir d'obus israélien frappe le deuxième étage de l'Hôpital Indonésien à Beit Lahia au nord de Gaza, tuant 12 personnes. L'hôpital est ensuite encerclé, et une partie des civils qui s'y abritaient est [évacuée de force](#), sur le même schéma que ce qui était observé à Al-Shifa quelques jours plus tôt.

Le 21 novembre, quatre médecins sont [assassinés](#) dans le bombardement de l'hôpital Al-Awda au nord de Gaza, alors que l'OMS annonce préparer l'[évacuation](#) des 3 seuls hôpitaux fonctionnels du nord de l'enclave. Des nombreux incidents surviendront pendant ses évacuations, lors desquels des patients et du personnel médical sont [tués](#) ou [arrêtés](#) et emprisonnés par Israël.

Décembre

Quelques heures après la fin de la trêve mise en place du 24 au 30 novembre, MSF [rapporte](#) que l'hôpital Al-Awda a été endommagé par une explosion et annonce les bombardements indiscriminés de l'armée israélienne sur la zone. Al-Awda est ensuite [assiégé](#), et au moins deux médecins Palestiniens sont tués par des tireurs d'élite israéliens dans les jours qui suivent. Les patients et réfugiés assiégés doivent vivre sans eau potable et avec un seul repas par jour.

L'hôpital Kamal Adwan est touché par des [bombardements](#) aériens les 3 et 5 décembre, tuant au moins 4 personnes dont des enfants. Plus de 10 000 Palestiniens d'origine y sont

réfugiés et des témoins racontent que des dizaines de corps y attendent de pouvoir être enterrés en raison des intenses bombardements.

Le 8 décembre, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres annonce que [286 travailleurs de la santé ont été assassinés](#) par Israël depuis le 7 octobre. Le 10 décembre, le ministre de la santé indique que 50 000 personnes ont été blessées par Israël pendant cette période. Les hôpitaux encore fonctionnels sont submergés, des médecins rapportent devoir traiter leurs patients même le sol, faute de lits à leur fournir.

Après 5 jours de siège, un raid y est [lancé](#) par l'armée israélienne sur l'hôpital Kamal Adwan le 12 décembre, qui conduira à l'arrestation de 70 personnes le lendemain, sans indication du motif ni du lieu de leur détention. Le 14 décembre, le ministre de la santé de Gaza [rapporte](#) que 2 500 réfugiés de Kamal Adwan ont été évacués de force et que les soldats israéliens ont empêché le personnel médical de continuer à soigner 12 bébés en soins intensifs et 10 patients du service des urgences, ce qui a entraîné deux décès.

Le 17 décembre, l'armée israélienne prend le contrôle de l'hôpital Al Adwan, qui est décrit comme « [en ruine](#) ». Les hommes de plus de 16 ans sont emmenés, déshabillés et [interrogés](#) avant d'être pour la plupart renvoyés vers l'hôpital avec l'ordre de ne pas le quitter. Des témoins rapportent que l'armée israélienne a [profané](#) des corps en roulant dessus avec des bulldozers. Le même jour, la maternité de l'hôpital Nasser à Khan Younis est touchée par des tirs et un enfant de 12 ans est [tué](#).

Le 18 décembre, l'hôpital Al-Ahli, également appelé l'hôpital baptiste, est attaqué par l'armée israélienne, qui force les réfugiés qui s'y trouvent à sortir et arrêtent deux médecins. L'hôpital est partiellement [détruit](#) et est décrit comme « hors service » par ses médecins. Quatre blessés lors de cette attaque meurent de leurs blessures le lendemain.

Le 25 décembre, le ministre de la santé de Gaza déclare que 23 hôpitaux sont hors service et que le système de santé est au « [stade final](#) » de l'effondrement, avec 800 000 personnes dans le nord de Gaza qui n'ont pas accès aux soins de santé.

Janvier

Le 2 janvier, le Croissant-Rouge palestinien [déclare](#) que les forces israéliennes ont pris pour cible le huitième étage de son siège à Khan Younis, causant la mort d'au moins quatre personnes déplacées, dont un bébé.

Le 6 janvier, MSF [annonce](#) évacuer son personnel de l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa à Deir Al-Balah, redoutant un futur siège de l'hôpital en raison des intenses bombardements depuis plusieurs jours dans toutes les zones environnantes. Le 7 janvier en effet, l'armée israélienne lance par voie aérienne des tracts désignant toute la zone environnant l'hôpital Al-Aqsa comme une « [zone rouge](#) ». Le ministre de la santé de Gaza affirme que des drones israéliens « tirent sur tout ce qui bouge », empêchant l'accès comme la fuite de l'hôpital. Le 10 janvier, au moins 40 personnes sont tuées dans un [bombardement](#) à l'entrée de l'enceinte du bâtiment. Le 12 janvier, l'hôpital est plongé dans la pénombre et ses respirateurs et couveuses sont coupés, n'ayant plus de carburant nécessaire à faire

fonctionner les générateurs d'électricité. L'hôpital Al-Aqsa fonctionne avec seulement 10% de son équipe médicale.

Le 15 janvier, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) [déclare](#) que l'hôpital Nasser fait face à un afflux de blessés et doit accueillir plus du double de ses capacités. Des intenses bombardements se rapprochent du complexe hospitalier tout au long du mois de janvier, faisant [craindre](#) un nouveau siège et entraînant des mouvements de panique parmi les réfugiés.

Le 23 janvier, des [ordres de évacuations](#) concernant des zones incluant l'hôpital Nasser sont délivrés par l'armée israélienne. Une partie de l'équipe médicale et des réfugiés sont contraints de fuir, l'hôpital fonctionne désormais avec moins de 20% de son personnel. Les attaques israéliennes s'attendent à Khan Younis et [menacent](#) également l'hôpital Al-Amal.

Le 24 janvier, le Croissant-Rouge palestinien (PRCS) [déclare](#) que les forces israéliennes assiègent son siège et l'hôpital Al-Amal à Khan Younis et imposent un couvre-feu dans le périmètre. Le ministre de la Santé de Gaza indique que l'hôpital Nasser est isolé et qu'environ 400 patients diabétiques ne peuvent pas recevoir leur traitement. Des témoignages rapportent que personnes fuyant Nasser sont tuées par des chars et des drones israéliens.

Le 27 janvier, le ministre de la Santé de Gaza affirme que les réservoirs d'eau du complexe médical Nasser ont été [endommagés](#) par des éclats d'obus et des tirs de drones israéliens. Ces dégâts entraînent des fuites d'eau dans les bâtiments et dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital, ainsi qu'une pénurie d'eau dans le centre de dialyse. L'hôpital assiégé n'est plus en mesure d'évacuer ses [déchets](#) médicaux et non-médicaux, et est contraint d'enterrer des dizaines de corps d'enfants dans une fosse commune, faute de pouvoir atteindre les cimetières.

Le 30 janvier, des [tanks](#) israéliens pénètrent dans la cour de l'hôpital Al-Amal et forcent les palestiniens qui y étaient réfugiés à partir en brûlant leur tentes. Tous les bâtiments de l'hôpital subissent des tirs et des blessés succombent faute de personnel et de matériel médical. Les deux hôpitaux de Khan Younis annoncent ne plus être en mesure de fournir de la [nourriture](#) à leurs patients comme à leur équipe.

Février

Le 2 février, les hôpitaux de Khan Younis Al-Amal et Nasser annoncent faire face à de sérieuses pénuries en oxygène et en médicaments. Le 5 février, un [corridor](#) est mis en place pour évacuer [8 000 palestiniens](#) de l'hôpital Al-Amal en direction de Rafah. Le 9 février, l'armée israélienne lance un assaut terrestre sur Al-Amal.

Le 13 février, le bombardement d'une [école](#) à proximité de l'hôpital Nasser provoque un incendie qui détruit 80% des fournitures médicales dont disposait le centre. L'hôpital est toujours assiégé et fait face à une situation sanitaire catastrophique.

Mars

Le 18 mars, l'armée israélienne entame un nouveau [raid](#) sur l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza, d'abord attaqué et partiellement détruit en novembre. L'attaque dure deux semaines et fait de nombreuses victimes, sans qu'on puisse en déterminer le nombre exact. Plusieurs charniers communs seront [découverts](#) les mois suivants dans la cour de l'hôpital, dans lesquels certains corps sont enterrés encore attachés à un cathéter.

Avril

Le 1er avril, après une opération de [14 jours](#) menée par les forces israéliennes à l'intérieur et autour de l'hôpital Al-Shifa, l'hôpital est laissé en ruines et hors service. Une clinique de MSF située à proximité de l'hôpital a également gravement endommagée. Des centaines de personnes ont été tuées, y compris des membres du personnel médical, et des arrestations massives de membres du personnel médical et d'autres personnes ont eu lieu à l'intérieur et autour de l'hôpital.

Mai

Le 7 mai, au lendemain du début de l'offensive israélienne à [Rafah](#), MSF déclare transférer son personnel à l'hôpital Nasser. L'UNOCHA indique que le plus grand hôpital de Rafah, l'hôpital Abu Youssef An Najjar, a été contraint d'évacuer. La principale [maternité](#) de Rafah annonce ne plus pouvoir accepter de nouvelles patientes. Le 10 mai, des témoignages rapportent que les hôpitaux de Rafah sont [désertés](#) par les patientes et le personnel médical qui fuient les intenses bombardements. Celles et ceux qui ne peuvent se déplacer risquent de [mourir](#) faute de soin. La fermeture du point de passage de Rafah bloque également le transfert de nombreux malades et blessés nécessitant des soins en Égypte. Les [25](#) et [28](#) mai, les hôpitaux de campagne de Rafah sont contraints d'être évacués lorsque les combats se rapprochent du centre-ville.

Juillet

Le 2 juillet, une zone de Khan Younis comprenant l'hôpital européen de Gaza, l'un des derniers hôpitaux fonctionnels de l'enclave, est contrainte d'[évacuer](#) par l'armée israélienne. Malgré la parution d'une seconde déclaration israélienne affirmant que l'hôpital n'est pas concerné par l'ordre d'évacuation, la majorité des patientes et du personnel fuient vers les hôpitaux Nasser et Al-Amal, qui sont très vite saturés.

Août

Le 19 août 2024, un premier cas de polio est détecté à Gaza. Une campagne de vaccination sera déployée par la suite, principalement prise en charge par l'UNRWA.

Octobre

Le 19 octobre, l'hôpital indonésien et l'hôpital Al-Awda sont directement [visés](#) par des tirs, alors que le siège israélien du nord de Gaza dure depuis deux semaines, que l'arrivée d'aide humanitaire et de fournitures médicales est bloquée et que de nombreux malades et blessés affluent. Il est estimé que [plus de 350 patientes sont assises](#), dont des

femmes enceintes ou des patientes en convalescence ne pouvant se déplacer.

Le 22 octobre, le directeur de l'hôpital al-Awda, Bakr Abu Safiyeh, déclare que des quadcopters israéliens ont ouvert le feu directement sur l'hôpital. Il affirme également que les drones prennent pour cible toute personne aux alentours de l'hôpital, y compris des ambulances.

Le 23 octobre, des drones israéliens larguent des tracts et diffusent des messages vocaux à l'attention des Palestiniens se trouvant aux alentours de l'hôpital Kamal Adwan (le dernier hôpital fonctionnel du nord de Gaza, où des centaines de personnes sont réfugiées) et à l'intérieur de ses locaux, [leur ordonnant de partir](#). Après plusieurs jours de siège ponctué de plusieurs tirs ciblés, un raid israélien est déclenché le 28 octobre sur l'hôpital Kamal Adwan, qui conduit à [l'arrestation de l'entièreté de son personnel](#), à l'exception de son directeur et d'une infirmière.

Téléchargez l'article en pdf ici :

[dossier mÃ©dicideTÃ©lÃ©charger](#)

date crÃ©e
2024/11/12